

Archives de la statistique

Introduction



Béatrice TOUCHELAY

Université de Lille 3 - Institut de recherches historiques du Septentrion

En quoi consistent les archives de la statistique ? A quoi et à qui peuvent-elles bien servir ? Que nous apprennent-elles ?

Le groupe « Histoire de la statistique » de la Société Française de Statistique (SFdS) a invité plusieurs archivistes à réfléchir à ces questions et à susciter des discussions au cours d'une demi-journée d'étude organisée au Centre A. Koyré à Paris en décembre 2013. Rarement interrogés sur leurs pratiques en dehors du cadre de leur travail, les archivistes ont répondu avec enthousiasme.

Nous leur avons demandé de chercher des données statistiques dans les fonds qu'ils connaissent bien, de les présenter, d'en préciser la composition et le mode de classement. Nous les interrogeons aussi sur l'histoire de ces fonds, leur origine, leur évolution et sur la nature et les motivations des dépositaires, producteurs de données désireux de laisser des traces de leurs activités. Nous leur demandions enfin de cerner les usages de ces fonds en présentant leurs utilisateurs, qu'ils soient décideurs économiques et politiques, chercheurs en sciences humaines et sociales, historiens, politistes ou sociologues, ou bien spécialistes de sciences dures ou simples curieux¹.

La sélection des intervenants n'a pas été aisée car il a fallu faire des choix, les archives de la statistique étant aussi nombreuses que diversifiées. Nous avons écarté les centres d'archives privées (les archives conservées par l'académie François Bourdon au Creusot par exemple²), laissant ainsi de côté d'abondantes études de marchés ou des statistiques d'activités fabriquées ou commandées par des entreprises et sociétés marchandes. Les activités des instituts de recherche privés responsables d'études et d'enquêtes comme les volumineuses archives des banques, aujourd'hui privées, échappent donc à notre étude. Nous avons choisi de nous adresser aux archives nationales et à celles dépendant des ministères qui sont toutes soumises aux mêmes règles de conservation et de communicabilité³.

Même en nous limitant aux seules archives à compétence nationale, d'autres choix ont été nécessaires. Les fonds des services spécialisés dans l'élaboration et l'interprétation des données économiques, démographiques et sociales comme l'Ined, la Dares ou le Crédoc par exemple, auraient pu être mobilisés dans cet inventaire des archives des services producteurs de statistiques. Par manque de temps, nous n'avons retenu que le fonds de l'Insee et de ses « ancêtres » conservé au Centre des archives économiques et financières (Caef)⁴ de Savigny-

1. On ne le dit pas assez mais les centres d'archives publiques, nationales ou départementales et municipales, sont ouverts à tous et ils valent la peine d'être visités, ne serait-ce que par curiosité. Les différents sites des archives nationales (Fontainebleau, Paris, Pierrefitte-sur-Seine, Roubaix pour les archives du monde du travail, Aix-en-Provence pour les anciennes colonies françaises), le centre des archives économiques et financières de la France (Savigny-le-Temple) comme les archives départementales ont leur propre site internet qui présente leurs fonds de façon plus ou moins détaillée.
2. <http://www.afbourdon.com/Rubriques/archives.htm>
3. Loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019198529>
4. <http://www.economie.gouv.fr/caef>

le-Temple, le fonds Desrosières déposé au centre des Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine⁵, celui des Archives nationales du monde du travail (Anmt) de Roubaix⁶ qui possèdent d'importantes collections d'archives d'entreprises publique et privées et d'organisations syndicales et patronales, et celui de l'Académie des sciences⁷ qui renvoie un écho des usages et des perceptions de la statistique par le monde des savants. La politique d'archivage et les pratiques de la direction générale de l'Insee ont été précisées grâce à l'intervention d'acteurs de l'institution.

Eclairant à la fois les producteurs et les usagers de la statistique, ces archives éclairent aussi les modalités et les enjeux de la production des statistiques. Elles mettent parfois en évidence les rapports de force entre les acteurs, producteurs, commanditaires et usagers du chiffre. Inscrites dans le temps long, elles informent également sur la relation entre les formes de l'Etat et la statistique, soulignée par Alain Desrosières. Ce faisant, ces sources permettent de mieux comprendre la « fabrique de la statistique » et la société qu'elles prétendent refléter.

Sans épuiser toutes les questions, ces sources informent par exemple sur la nature des liens entre le régime de Vichy et le changement d'échelle de la statistique publique entre 1940 et 1944, puis sur la relation entre la volonté de reconstruction à partir de 1945 et la création de l'Insee en avril 1946. Les archives de l'Insee témoignent fortement de l'emprise du contexte politique sur le développement de la statistique publique française. Elles éclairent les obstacles qu'il a fallu surmonter pour imposer une institution scientifique, revendiquée dans la dénomination d'Institut national des études économiques, à un environnement plutôt hostile. L'historien y trouve les traces des combats entre une « France des chiffres » et une « France des mots »⁸. Ces archives lui permettent également de pénétrer dans les coulisses de la réflexion méthodologique sur les indicateurs, de « rencontrer » les pionniers du chiffre des années 1950-1960, qui bâtissaient de nouvelles méthodes d'enquêtes, innovaient dans les systèmes d'exploitation des données (passage de la mécanographie à l'informatique) et élaboraient des nouveaux indicateurs comme les indices de la production industrielle ou des prix, par exemple. Les archives montrent les fluctuations de leurs relations avec les fournisseurs de données (le patronat, les syndicats de salariés, etc.) et avec le pouvoir politique ou avec d'autres institutions produisant des statistiques (relations Insee/Ined, par exemple). Ces sources précisent les étapes de l'élaboration des lois, règlements et institutions qui encadrent la production statistique, depuis les décrets Sauvy/Reynaud sur la statistique obligatoire de 1938, jusqu'à la loi sur le secret et l'organisation des statistiques de 1951, et du Comité de coordination des enquêtes statistiques (COCOES) à la CNIL. Elles éclairent ainsi une institution qui se trouve au cœur des politiques et des débats publics.

Pour présenter ces archives interviennent successivement les statisticiens eux-mêmes (« La bibliothèque et les archives de l'Insee », Michel de Saboulin, chef de l'unité Ressources documentaires et archivage, et Stéphanie Groudiev, conservatrice de la bibliothèque de l'Insee) ; les ministères économiques et financiers (« Les archives de la statistique des ministères économiques et financiers », Agnès D'Angio-Barros, chef du Service des archives économiques et financières) ; les scientifiques de l'Académie des sciences (« L'Académie des sciences et la statistique : quelles archives ? », Christiane Demeulenaere-Douyère Centre Alexandre Koyré, Paris) ; les acteurs économiques et sociaux, entreprises et syndicats (« Les statistiques dans les fonds d'entreprises conservés aux Archives nationales du monde du travail à Roubaix », Gersende Piernas, chargée d'études documentaires aux ANMT, responsable du Pôle Archives d'entreprises). Une dernière intervention, celle de Geneviève Profit, Conservateur du patrimoine aux Archives nationales, est consacrée aux archives constituées par le versement des papiers

5 <http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/>

6 <http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/camt/>

7 <http://www.academie-sciences.fr/fr/Transmettre-les-connaissances/les-archives-de-l-academie-des-sciences.html>

8. L'expression est de Francis-Louis Closon, premier directeur général de l'Insee entre 1946 et 1961, qui décrit les premières années de l'institution dans « La porte étroite », 1956, texte inédit, 6 pages (communiqué par son auteur).

et documents d'Alain Desrosières, décédé en 2013, qui seront très utiles aux chercheurs et aux esprits curieux. Ce fonds illustre la richesse du métier de statisticien.

Ces communications et les échanges qu'elles ont suscités éclairent le réseau des acteurs, commanditaires, producteurs et usagers de la statistique. Elles nous renseignent autant sur le travail des statisticiens publics (fonds Desrosières) sur leur institution (l'Insee et son histoire) et sur les producteurs de statistiques privés (fonds des Anmt) ou encore sur le rôle d'autres institutions dans l'évolution des outils quantifiés (fonds de l'Académie des sciences). Elles témoignent à la fois la diversité et la richesse de ces fonds, pourtant souvent méconnus mais qui constituent des outils de premier ordre pour appréhender la réalité économique et sociale d'hier et d'aujourd'hui.